

A l'université Paris-Sud, la mobilisation continue

Le refus de la présidence

Suite à l'assemblée générale réunie le 18 février, c'est à plus d'une centaine que nous avons demandé à rencontrer Jacques Bittoun, le président de l'Université Paris-Sud. Une délégation composée d'étudiants et de personnels a finalement été reçue le vendredi 20 février par la présidence. Le président n'a pas souhaité signer la pétition qui circule pour dénoncer les coupes budgétaires imposées par le gouvernement bien que cette pétition ait déjà recueilli en quelques jours plus d'un millier de signatures sur le campus d'Orsay. Mais il a confirmé que la situation dans laquelle se trouve notre université est grave et que les restrictions vont continuer les prochaines années.

Malgré la garantie que les quelques postes restants de personnels BIATSS ne seront pas supprimés dans le proche avenir, le président de l'université a confirmé que leur embauche sera retardée de plusieurs mois, et qu'environ 75 postes d'enseignants-chercheurs (ATER) seront supprimés sur l'ensemble de l'Université. Afin de combler les heures d'enseignements manquantes, des heures complémentaires payées au rabais seront proposées aux étudiants doctorants, aux enseignants-chercheurs voir aux chercheurs sous forme de CDD ou de vacations. Cela se fera au détriment de la qualité de la recherche et de l'enseignement, d'autant plus que la présidence a évoqué la fermeture probable des filières à bas effectifs, la disparition d'options, la diminution des heures de TP, et l'augmentation du nombre d'étudiants par groupe de TD. Et pour couronner le tout, des heures d'enseignement effectuées gratuitement par les enseignants ont même été proposées, si ces derniers souhaitent maintenir certains enseignements par souci de pédagogie.

Enfin, notons que le paiement d'heures complémentaires se fera au détriment des frais de fonctionnement de l'Université. Il faut donc s'attendre à ce que les infrastructures continuent à se dégrader et que le chauffage ne fonctionne guère mieux dans les amphithéâtres et certaines salles de TD !

Le combat continue !

Ces choix inadmissibles assumés par la présidence sont la conséquence directe du manque de moyens alloués par le gouvernement aux universités. En effet, depuis l'autonomie des universités, ce sont elles qui gèrent la masse salariale et cette dernière est gelée alors que les besoins augmentent du simple fait de la réévaluation des salaires liée à l'ancienneté. A Paris-Sud, cela représente une rallonge nécessaire de 3.2 millions par an que le gouvernement refuse de donner et projette de bloquer pendant 10 ans.

Malgré l'absence de soutien de la présidence de l'université, les personnels et étudiants mobilisés refusent donc de lâcher prise. Ils rejettent en bloc les choix budgétaires du gouvernement, estimant que l'argent du crédit impôt recherche (CIR) devrait servir à financer les universités publiques au lieu d'engraisser des multinationales déjà riches à milliards. 3.2 millions par an sur 10 ans, c'est l'équivalent du CIR touché en un an par Dassault Systèmes, entreprise du groupe d'armement Dassault qui a reversé l'intégralité du CIR sous forme de dividendes à ses actionnaires !

C'est pour dénoncer ces choix que nous serons en grève le jeudi 5 mars et donnons RDV à 14h30 à toutes les universités mobilisées devant le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, afin d'interpeller l'opinion publique et le gouvernement et lui porter nos revendications :

- Une rallonge budgétaire prenant en compte la revalorisation de la masse salariale (GVT)
- Une augmentation des postes statutaires et ATER
- Un plan national de refinancement des universités

Pour information, une assemblée générale se tiendra le mercredi 4 mars, amphi Cartan (campus d'Orsay) pour voter la grève. Un rassemblement aura lieu à partir de 11h30 le jeudi 5 mars devant le bâtiment de la présidence du campus d'Orsay. Départ pour le ministère à 12h30.